



**PRÉFET  
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
6 avenue Général de Gaulle  
CS90254  
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 03/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STTP - EMBALLAGE**

Le Peychier  
B.P.28  
43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-26-29  
Code AIOT : 0005600262

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement STTP - EMBALLAGE implanté Le Peychier B.P.28 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 08/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STTP - EMBALLAGE
- Le Peychier B.P.28 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005600262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

STTP- Emballages est une entreprise spécialisée dans l'impression sur films plastiques. Elle réalise également des activités de complexage.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 3.2.3	Sans objet
2	Émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 9.2.1	Sans objet
3	Déchets	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 5.1.3 et 5.1.7	Sans objet
4	Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 7.4.5 et 7.4.5.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés ont montré que l'exploitant respecte les prescriptions qui s'appliquent aux installations.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les rejets issus de l'installation (oxydateur thermique) doivent respecter les VLE suivantes en concentration et flux</p> <p>COVNM (carbone total) : 20mg/Nm<sup>3</sup> (flux 1,5kg/h) ou 50 mg/Nm<sup>3</sup> si rendement d'épuration supérieur à 98 %</p> <p>Nox (équivalent NO<sub>2</sub>) : 100 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>CH<sub>4</sub> : 50 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>CO : 100 mg/Nm<sup>3</sup></p> <p>Le plus annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les résultats d'une campagne de mesure réalisée le 27 mars 2025.</p> <p>Tous les paramètres respectent les valeurs limites d'émissions.</p> <p>D'après le plan de gestion des solvants en date du 20 mars 2025, les émissions diffuses représentent 1,6% de la quantité de solvants utilisés, bien inférieur au 20% prévus par la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 9.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation est mis à jour annuellement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan de gestion des solvants daté du 20 mars 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 5.1.3 et 5.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 5.1.3 : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.  Art 5.1.7 : Pour les déchets dangereux (...) l'exploitant émettra un bordereau de suivi de déchets (...)
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, il a été constaté la présence de petites bennes de tri (bois, plastiques....) à l'intérieur du bâtiment et de grandes bennes de tri à l'extérieur du bâtiment. Les déchets susceptibles d'être soumis à un envol sont conditionnées en balles fermées.  Concernant les produits dangereux, les boues d'encre, elles sont stockées dans des contenants étanches, les préservant d'un lessivage par les eaux météoriques.  L'exploitant a pu produire les bordereaux d'évacuation des déchets dangereux édités par la société MJ Valorisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2006, article 74.5 et 74.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 74.5 : Tous travaux d'extension, modification ou maintenance des installations à proximité des zones à risque inflammable, explosive et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.  Art 74.5.1 : Le permis rappelle notamment : Les motivations ayant conduit à sa délivrance. La durée de validité La nature des dangers Le type de matériel pouvant être utilisé Les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations Les moyens de protection à mettre en œuvre, notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, ect...) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux. Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinés à vérifier le respect des conditions prédéfinies. A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution, et l'évaluation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée. (...)
<b>Constats :</b>  Lorsque des travaux sont prévus au sein de l'exploitation, l'exploitant a mis en place un permis de travail. Sur celui-ci figure les coordonnées de l'entreprise intervenant, ainsi qu'un rappel des consignes à respecter selon le lieu d'intervention. Dans le cas où les travaux se situeraient à proximité d'une zone à risque inflammable, explosive ou toxique, l'exploitant a mis en place un permis de feu en complément du permis de travail. Ce permis de feu indique la nature du danger, les matériels mis en oeuvre. Il liste les mesures à mettre en place avant, pendant et après les travaux. Lorsque les travaux ont été réalisés, une surveillance de 2h est assurée visuellement à intervalles réguliers. L'exploitant a présenté les documents types (permis de travail et permis de feu) qu'il édite lors des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite